

CPH AUDIT
46, rue de Provence
75009 Paris
Tél : 01 42 80 46 85
Fax : 01 40 23 95 80

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE
L'ENSEIGNEMENT PUBLIC**

PEP 92

Association loi du 1^o juillet 1901

58, rue des écoles
92700 COLOMBES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS – EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE
L'ENSEIGNEMENT PUBLIC
PEP 92
Association loi du 1^o juillet 1901
58, rue des écoles
92700 COLOMBES**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Monsieur le Président,
Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée du 19 Avril 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association départementale PEP 92 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés :

- Page 8 de l'annexe des comptes annuels paragraphe Retraitement du solde de la provision retraite concernant une correction de 40.424 € sur la provision retraite du CSR
- Page 9 de l'annexe des comptes annuels concernant un reclassement d'un montant de 259.297 € du poste report à nouveau au poste réserves

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'association mentionne page 7 de l'annexe des précisions sur la provision pour litiges. Nous nous sommes assurés de la bonne application et du respect du quatrième paragraphe de l'article 833.12 du plan comptable général ainsi que de l'actualisation du montant provisionné.

L'association mentionne page 9 de l'annexe un reclassement d'un montant de 259.297 € du poste report à nouveau au poste réserves. Nous nous sommes assurés de l'approbation par une assemblée générale de la résolution de ce reclassement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport sur l'évolution de la situation financière de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 1^{er} Avril 2025

Pour CPH AUDIT

Philippe COURTIN
Commissaire aux Comptes



COMPTES ANNUELS

Arrêté au 31/12/2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

PEP 92 CONSO

169 AV F ET I JOLIOT CURIE

92000 NANTERRE

SIRET : 31629112900013 - NAF : 8899A



CABINET JÉGARD PARIS

EXPERTISE COMPTABLE, AUDIT ET CONSEIL

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES
EXPERTS COMPTABLES DE LA RÉGION PARIS-ILE-DE-FRANCE

5, RUE DU HAVRE

75008 PARIS

TÉL. : 01 45 31 53 37

bienvenue@jegardcreatis.com - www.jegardcreatis.com

Sommaire

Sommaire	1
ETATS FINANCIERS	
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
Compte de résultat	4
Compte de résultat (Suite)	5
ANNEXE	
Règles et méthodes comptables	6
Etat des immobilisations	13
Etat des amortissements	14
Etat des provisions et dépréciations	15
Etat des créances et dettes	16
Charges à payer et produits à recevoir	17
Produits et charges constatés d'avance	18
Variation des fonds dédiés - Contributions financières des autorités	19
Variation des fonds reportés - Legs et donations	20
Variation des fonds propres 431-5	21
DÉTAIL DES COMPTES	
Bilan Actif détaillé	22
Bilan Passif détaillé	24
Compte de résultat détaillé	27

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ETATS FINANCIERS

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	58 380	56 992	1 388	2 929
Autres immobilisations incorporelles	975	975		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	845 640	732 911	112 729	136 581
Autres immobilisations corporelles	751 933	565 122	186 811	207 310
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				1 769
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	318 710		318 710	312 503
Prêts				
Autres immobilisations financières	400		400	400
TOTAL I	1 976 037	1 355 999	620 038	661 492
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 990		31 990	9 205
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	72 554	4 351	68 203	51 171
Valeurs mobilières de placement	614		614	614
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 959 290		3 959 290	4 291 621
Charges constatées d'avance	29 183		29 183	13 150
TOTAL III	4 093 631	4 351	4 089 280	4 365 761
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 069 668	1 360 350	4 709 318	5 027 253

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	421 439	421 439
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	945 521	879 421
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	460 144	200 847
Autres réserves	945 521	879 421
Report à nouveau	278 932	660 901
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	767 125	845 734
Excédent ou déficit de l'exercice	-243 649	-96 997
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-186 754	-52 934
Situation nette	1 862 387	2 065 612
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions règlementées	436 283	433 554
TOTAL I	2 298 670	2 499 167
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	12 300	12 300
Fonds dédiés	191 236	129 388
TOTAL III	203 536	141 688
Provisions		
Provisions pour risques	359 847	362 247
Provisions pour charges	535 294	696 818
TOTAL IV	895 141	1 059 065
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 199	153 665
Dettes des legs ou donations	300 000	300 000
Dettes fiscales et sociales	835 092	863 498
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32	
Autres dettes	1 000	703
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	15 647	9 467
TOTAL V	1 311 971	1 327 333
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 709 318	5 027 253

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	119 749	117 132
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	6 288 579	6 440 623
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	6 288 579	6 440 623
Subventions d'exploitation	459 905	484 597
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	136 810	63 198
Utilisations des fonds dédiés	1 772	1 877
Autres produits	42 108	45 795
TOTAL I	7 048 922	7 153 223
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	808 464	795 097
Aides financières	80	180
Impôts, taxes et versements assimilés	420 221	422 470
Salaires et traitements	4 018 252	3 973 374
Charges sociales	1 866 980	1 793 203
Dotations aux amortissements et dépréciations	106 596	116 009
Dotations aux provisions	2 638	140 249
Reports en fonds dédiés	63 620	
Autres charges	17 191	17 531
TOTAL II	7 304 043	7 258 113
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-255 120	-104 891

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 214	3 094
Autres intérêts et produits assimilés	7 986	2 152
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		4 814
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	14 200	10 059
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	14 200	10 059
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-240 921	-94 831
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 729	2 165
TOTAL VI	2 729	2 165
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-2 729	-2 165
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	7 063 122	7 163 282
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	7 306 771	7 260 279
EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)	-243 649	-96 997
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-186 754	-52 934

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	501	57
Prestations en nature		
Bénévolat	39 650	39 650
TOTAL	40 151	39 707
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature	501	57
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	39 650	39 650
TOTAL	40 151	39 707

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 4 709 318 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -243 649 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ainsi que du règlement ANC 2019-04 applicables aux organismes gestionnaires d'établissements sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Description des activités.

Les PEP (Pupilles de l'Enseignement Public), c'est un réseau de 101 associations de proximité fédérées au sein d'une Fédération Générale qui agit pour une société inclusive. Fondée sur les valeurs de laïcité, solidarité, d'égalité et de citoyenneté, la Fédération Générale des PEP est agréée association complémentaire de l'Ecole, jeunesse et sport, et Tourisme.

Le CSR

Le Centre de Soins et de Rééducation (CSR) est un établissement médico-social, qualifié de Service d'éducation spéciale et de soins à Domicile (SESSAD) et rattaché à l'EREA Toulouse-Lautrec. Le SESSAD Toulouse-Lautrec relève de l'article L312-1 du CASF et assure le suivi médical et para médical de 250 jeunes handicapés moteurs scolarisés au sein de l'EREA Toulouse-Lautrec. Il participe également à l'accompagnement éducatif et social de ces jeunes, en lien étroit avec l'EREA Toulouse-Lautrec.

L'accompagnement du SESSAD permet aux usagers de bénéficier d'un parcours de soins élaboré en fonction de leur handicap tout en suivant une scolarité classique. L'agrément donné au SESSAD permet d'accompagner des enfants, adolescents et jeunes adultes des deux sexes - âgés de 3 à 25 ans - atteints de déficiences motrices. Dans la pratique, l'enseignement dispensé par l'EREA démarrant à l'école élémentaire et le site n'étant pas doté d'une maternelle, les jeunes accueillis ont 5 ou 6 ans pour les plus jeunes. Sous tutelle de l'Agence Régionale de Santé (ARS), le SESSAD bénéficie d'un financement en dotation globale versé par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM).

Faits caractéristiques

CSR :

Une convention cadre de fonctionnement et de coopération a été signée le 19/01/2024 pour une durée de trois années. Il s'agit d'une convention quadripartite entre le DASEN des Hauts de Seine, le Directeur de la Direction Départementale de l'ARS des Hauts de Seine, le Président de l'ADPEP 92 et Proviseur de l'EREA Toulouse-Lautrec. Elle définit les modalités de fonctionnement et de direction entre les deux établissements.

Un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) a été signé le 18/12/2024 entre l'ADPEP 92 pour le CSR et l'Agence Régionale de Santé Île-de-France (ARS). Le CPOM couvre la période du 01/01/2025 au 31/12/2029. Le CPOM a pour but de fixer sur une base pluriannuelle des objectifs précis ainsi que les ressources financières correspondantes permettant une gestion plus stratégique et anticipée de l'offre médico-sociale.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciel | 2 ans, |
| • Matériel | 5 ans, |
| • Matériel de bureau et informatique | 5 ans, |
| • Matériel de transport | 10 ans |
| • Mobilier | 5 à 10 ans, |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Subventions d'investissement

Néant.

Provision pour risques et charges

Provisions réglementées :

Les provisions réglementées sont constituées en vertu de dispositions réglementaires (réserves des plus-values nettes d'actifs et des placements notamment produits financiers des placements).

Détail des autres provisions réglementées :

Diff / réalisation actif : 41 399 €

Provision plus-value actif circulant (produits financiers des placements) : 394 884 €

Soit un total de 436 283 €

Provision travaux, gros entretien :

Le solde des provisions travaux au 31/12/2024 s'élève à 2 436 €.

Provision pour litiges :

montant au 31/12/2024 : 359 847 €

Nature prud'homale

Le paragraphe 3 de l'art 832-124 précise qu'en l'absence des informations prescrites par les § 1 et 2 dudit article et dans les cas exceptionnel ou l'indication de tout ou partie d'une information requise causerait un préjudice sérieux à l'entité dans un litige l'opposant à un tiers sur le sujet faisant l'objet de la provision ou du passif éventuel, cette information n'est pas fournie. Le litige concerne des procédures prud'hommales en cours pour lesquelles il convient de ne pas diffuser d'informations avant la conclusion des dites procédures

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

Le montant de l'évaluation des indemnités de fin de carrière qui a été comptabilisé au 31/12/2024 pour le CSR s'élève à 506 804 € et de 22 954 € pour le Siège.

Hypothèses de calculs retenues :

Pour le CSR :

- Méthode prospective de calcul
- Age de départ à la retraite : 65 ans

- Evolution annuelle des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation : 3.38 %
- Charges patronales : 57.70 % (dont 9.6 % pour la taxe sur les salaires)
- Table de mortalité : TV 88/90
- Table de turn over : moyen
- Base de calcul des salaires bruts sur le réel versé

Le CSR a comptabilisé une reprise de provision retraite pour l'année 2024 d'un montant de 88 319 € et une réaffectation de 40 424 € depuis le comptes 11592300 exigée par l'ARS.

Retraitement du solde de la provision retraite

L'ARS a exigé lors de la négociation du CPOM que le solde de la provision retraite du CSR soit identique à celui de l'ARS. Une différence de 40 424 € apparaissait et correspondait à une provision retraite refusée par l'ARS lors du retour du compte administratif 2015. L'ARS a imposé que la correction soit directement effectuée par le biais des comptes de bilan. Pour nous conformer à l'exigence de l'ARS, le compte 115923 « report à nouveau autres droits acquis » a directement été soldé par le biais du compte 153000 « provision retraite » (absence de comptabilisation d'une reprise). Cette correction diminue le poste « provision retraite » à hauteur de 40 424 €.

Le solde du compte 153000 s'élève à 506 804 € au 31/12/2024.

Pour le siège :

- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Evolution annuelle des salaires : 1,8 %
- Taux d'actualisation : 3.38 %
- Charges patronales : 58 %
- Table de mortalité des années 2014 2016, données provisoires à fin 12/2017 - mortalité générale
- Table de turn over :

Age

18 35 75 %

36 50 85 %

50 65 95 %

Le Siège a constitué pour l'année 2024 une dotation d'un montant de 2 638 €, ainsi qu'une reprise de 11 911 €.

Fonds dédiés et reportés

Conformément au règlement comptable ANC 2018-06, au niveau des fonds dédiés à l'investissement, l'association constate de la consommation des fonds dédiés à l'investissement au fur et à mesure des amortissements pratiqués sur l'immobilisation amortissable.

CSR :

Le solde des fonds dédiés investissements CITS matériels s'élève à 72 743 € et celui des fonds dédiés d'exploitation CITS matériels s'élève à 13 717 €.

Conformément au règlement comptable ANC 2018-06, au niveau des fonds dédiés à l'investissement, l'association constate de la consommation des fonds dédiés à l'investissement au fur et à mesure des amortissements pratiqués sur l'immobilisation amortissable.

Des fonds dédiés d'un montant de 93 717 € avaient été constitués en 2019 suite au retour de l'ARS concernant le compte administratif 2017, pour financer des matériels destinés aux professionnels comme des matériels informatiques ou de bureau qui permettraient de répondre aux exigences de traçabilité de l'activité et de formalisation des projets des usagers. En 2020, ces fonds dédiés ont été répartis en fond dédiés à l'investissement à hauteur de 80 000 € et à l'exploitation pour 13 717 €.

Le solde des fonds dédiés investissements CITS matériels s'élève à 72 743 € et celui des fonds dédiés d'exploitation CITS matériels s'élève à 13 717 €.

Lors de la négociation du CPOM avec l'ARS, cette dernière a accepté que les soldes des CNR liés aux masques et autotests pour des montants de 30 778 € et 4 529 € soient transférés en fonds dédiés « formation ». Ce transfert de solde a été validé lors du Conseil d'administration du 18/12/2024. Le solde des fonds dédiés « formation » s'élève à 35 307 € au 31/12/2024.

Siège :

Fonds dédiés Leg Delieux inchangée, montant au 31/12/2024 à reporter de 12 300 €.

Fonds dédiés résultat 2021 Aquarelles pour 5 849,31 €.

Fonds dédiés résultat 2024 Aquarelles pour 63 619,64 €.

Contributions volontaires en nature

Selon le règlement ANC n° 2018-06 articles 431-10 et 431-11, la comptabilisation des contributions volontaires en nature est le traitement comptable recommandé (comptabilisation des contributions volontaires en nature d'après leur nature, les modalités qui ont permis de les quantifier et les méthodes de valorisations).

CSR :

En 2024, le CSR a reçu trois dons d'une valeur estimée à 501 €.

Siège :

Les fonctions suivantes sont occupées par des bénévoles :

Présidence, Secrétariat Général, Trésorerie et Affaires financières.

La valorisation du bénévolat est de 39 650 € pour l'année 2024, soit 610 heures à 65 €.

Complément d'informations relatif ESSMS

CSR :

Spécificité ESMS (Etablissements Sociaux et médico Sociaux)

Le résultat comptable déficitaire d'un montant de 186 754 € et la reprise du résultat excédentaire de 2022 d'un montant de 715 282 € engendrent un résultat effectif global de 528 528 €.

Le résultat administratif d'un montant de 556 364 € est composé du résultat effectif global de 528 528 € et de la variation congés payés 2024 (27 836 €). Le résultat administratif du service soumis aux autorités de contrôle (CSR de Vaucresson) a un caractère provisoire dans l'attente de son arrêté définitif par l'Agence Régionale de Santé.

Le résultat 2022 arrêté par le financeur d'un montant de 781 382 € a été affecté en 2024 à la réduction des charges d'exploitation à hauteur de 715 282 € et en réserve d'investissement pour 66 100 €.

Affectation du résultat 2023 :

Le résultat 2023 en instance d'affectation (à arrêter dès 2025) s'élève à 354 974 € soit :

- Excédent comptable 2021	407 908 €
- Déficit 2023 affecté au résultat	- 52 934 €

Informations complémentaires

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières

Le CSR a enregistré des produits financiers d'un montant de 8 935 € (intérêts sur les immobilisations financières et sur le livret Institutionnel).

Divers

Au 31 décembre 2024, le montant total des fonds associatifs du CSR s'élève à 2 204 739 €.

Ce montant comprend :

- Le montant des fonds associatifs sans droit de reprise qui s'élève à 158 004 € pour le CSR
- Le poste « réserves » qui s'élève à 1 204 818 € et qui comprend :
 - o Des excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement (réserve de trésorerie) du CSR pour un montant de 333 723 € dont l'association n'a pas la libre disposition. L'Assemblée Générale de l'ADPEP 92 du 10/04/2024 a validé la possibilité de demander à l'ARS le reclassement de ces excédents de 333 723 € en « excédents affectés à l'investissement ».
 - o Une réserve de compensation des déficits à hauteur de 485 698 € pour le CSR
 - o Une réserve d'investissements d'un montant de 126 100 €
 - o Une réserve des activités propres de 259 297 € : l'Assemblée Générale de l'ADPEP 92 du 10/04/2024 a validé le reclassement du « report à nouveau hors activité médico-sociale » d'un montant de 259 297 € en « réserve des activités propres ». Il s'agissait à l'origine d'une subvention d'investissements qui avait été versée par les pouvoirs publics lors de la création du CSR en 1981. Cette subvention avait permis l'acquisition de matériels et de biens mobiliers (amortis depuis de nombreuses années).
 - Des dépenses rejetées à hauteur de -174 737 € sont enregistrées en report à nouveau hors activité médico-sociale

- Le poste report à nouveau (résultats en attente d'affectation) qui s'élève à 1 070 256 € pour le CSR
 - Un report à nouveau dont la prise en compte est différée (en gestion contrôlée) pour -303 131 €
 - Le résultat de l'exercice à hauteur de -186 754 € pour le CSR
 - Des réserves des plus-values nettes d'actif à hauteur de 436 283 €
- Recettes concours publics du CSR

Les recettes liées à la dotation globale s'élèvent à 6 288 579 € (conformément à la décision tarifaire de l'ARS N° 21053 du 03/12/2024).

Activité du CSR :

- Capacité autorisée : 250 usagers
- Effectifs d'usagers inscrits au 31/12/2024 : 249 usagers
- Nombre d'actes / journées théoriques : 31 500 actes / journées
- Nombre d'actes / journées réalisés : 38 930 actes / journées
- Taux d'occupation : 124 %

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des Commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 28 294 euros (dont 15 960 € pour le CSR).

Engagements financiers

Engagements donnés :

Aucun engagement financier n'a été donné.

Engagements reçus :

La Région Ile-de-France s'est engagée selon la convention signée le 19 mai 2007 qui stipule :

établir un bilan financier détaillé de l'opération de sorte qu'il puisse être établi que le produit du legs de 626.000 € reçu de l'AD PEP 92 a bien été employé pour améliorer les conditions de prise en charge des élèves,

- Assurer l'affectation des logements pendant une durée de 20 ans minimum,

- Prendre en sa charge les frais de l'acte notarié authentifiant le don.

Si la Région Ile-de-France, de sa seule volonté, décide avant la fin de cette période, d'affecter ces logements à d'autres fins, elle s'engage à rembourser au prorata temporis les sommes reçues de ce leg.

En 2009, un paiement de 200 000 € a été versé à la Région Ile de France, imputé sur la somme de 500 000 € en attente d'investissement figurant en compte 466000.

Solde restant au 31 décembre 2023 : 300 000 €

Fonds propres

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice N
Déficit 2024 CSR	- 186 754 €
Déficit 2024 SIEGE	- 56 896 €
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	- 243 649 €
SITUATION NETTE 31/12/24 CSR :	1 768 456 €
Provisions règlementées	436 283 €
SITUATION NETTE 31/12/24 SIEGE :	93 931 €
TOTAL :	2 298 670 €

Rémunérations des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles : ils ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature. Les personnes retenues sont : Président, Secrétaire et trésorier.

ANNEXE 2024 CSR

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
FONDS PROPRES					
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise					
Statutaires	158 004				158 004
Complémentaires					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Fonds propres/ fonds associatifs avec droit de reprise					
Statutaires					
Complémentaires					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles			259 297		259 297
Réserves pour projet de l'entité					945 521
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	879 421	66 100			945 521
Autres	879 421	66 100			945 521
Report à nouveau	930 295	-119 034	40 424	259 297	592 388
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	845 735	-119 034	40 424		767 125
Excédent ou déficit de l'exercice	-52 934	52 934		186 754	-186 754
Dont activités SMS sous gestion contrôlée	-52 934	52 934		186 754	-186 754
Autres fonds propres/fonds associatifs					
Avances conditionnées					
Autres : à préciser					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports					
Legs et donations					
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée					
SITUATION NETTE (I)	1 914 786	0	299 721	446 050	1 768 456
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	433 554		2 729		436 283
TOTAL (II)	433 554		2 729		436 283
TOTAL (I+II)	2 348 340	0	302 450	446 050	2 204 740

ANNEXE 2024 CSR

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	-186 754	-52 934
Reprise du résultat antérieur	715 282	407 908
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	528 529	354 974
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	528 529	354 974

RESULTAT PAR ETABLISSEMENT	Résultat comptable N	Reprise excédents ou déficits antérieurs	Variation CP	Autres ajustements	Résultat administratif à affecter
SESSAD TL	-186 754	715 282	21 268	0	549 797
Total gestion contrôlée	-186 754	715 282	21 268	0	549 797

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	61 334		300
TOTAL	61 334		300
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers	832 899 28 429		24 911
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	304 497 391 049		35 493
Emballages récupérables et divers	8 660		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	1 769		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 567 302		60 404
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés	312 503 400		6 207
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	312 903		6 207
TOTAL GÉNÉRAL	1 941 540		66 911

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des Immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		2 280	59 354	
TOTAL		2 280	59 354	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agents et aménagt. const.				
Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agents et aménagt. divers		12 170	845 640 28 429	
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier		16 195	304 497 410 347	
Emballages récupérables et divers			8 660	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		1 769		
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL		30 134	1 597 573	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés			318 710 400	
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			319 110	
TOTAL GÉNÉRAL		32 414	1 976 037	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	58 405	1 841	2 280	57 966
TOTAL	58 405	1 841	2 280	57 966
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Installations générales, agencements et aménagements des constructions Installations techniques, matériel et outillage industriel Installations générales, agencements et aménagements divers Matériel de transport Matériel de bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers	696 318 6 868 239 182 279 275	48 763 2 843 15 059 38 090	12 170 16 195	732 911 9 711 254 241 301 170
TOTAL	1 221 642	104 755	28 365	1 298 033
TOTAL GÉNÉRAL	1 280 048	106 596	30 645	1 355 999

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outill. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	433 554	2 729		436 283
TOTAL I	433 554	2 729		436 283
Risques et charges				
- Litiges	362 247		2 400	359 847
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : * - Pensions et obligations	667 774	2 638	140 654	529 758
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions	2 436			2 436
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	26 608		23 508	3 100
TOTAL II	1 059 065	2 638	166 562	895 141

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	4 641		290	4 351
TOTAL III	4 641		290	4 351
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 497 260	5 367	166 852	1 335 775
- D'exploitation		2 638	126 428	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		2 729		

*Le montant de 40 424 € correspond au rejet de la provision retraite de 2015 figurant au poste Report à nouveau au 31/12/2023. Ce reclassement a été effectué dans les seuls comptes de bilan à la demande du financeur dans sa présentation du 30/10/2024.

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	400		400
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	31 990	31 990	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	2 448	2 448	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 992	13 992	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	35 096	35 096	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	21 018	21 018	
Charges constatées d'avance	29 183	29 183	
TOTAL	134 127	133 727	400

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	160 199	160 199		
Dettes des legs ou donations	300 000	300 000		
Personnel et comptes rattachés	300 640	300 640		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	411 495	411 495		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	122 957	122 957		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	32	32		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	1 000	1 000		
Produits constatés d'avance	15 647	15 647		
TOTAL	1 311 971	1 311 971		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 654	75 812
Dettes des legs ou donations	300 000	300 000
Dettes fiscales et sociales	442 572	432 472
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	660	378
TOTAL	793 886	808 661

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	12 898	12 209
Valeurs mobilières de placement	614	614
Disponibilités		
TOTAL	13 512	12 823

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	15 647	9 467
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		15 647	9 467

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	29 183	13 150
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		29 183	13 150